

Parcoursup 2019 :

SUD éducation dénonce une aggravation de la situation

Pour l'année 2 de Parcoursup, la situation s'aggrave, puisqu'elle s'inscrit dans la durée. Cette année, les très nombreux dysfonctionnements constatés ne peuvent plus être imputés au « rodage » du système. Ils lui sont en fait inhérents. L'injustice de Parcoursup est un fait à ce point admis qu'elle a intégré le scénario de la série « Plus belle la vie ». Plus belle... ou plus triste.

Le nombre de candidat.e.s, de 800 000 en 2018, est passé à 900 000, sans plan d'envergure de création de places dans l'enseignement supérieur. Cette hausse des candidatures n'est pas simplement l'effet de la démographie ou de l'attractivité des études supérieures. Il faut compter aussi avec tou-te-s les déçu-e-s de Parcoursup, édition 2018, qui candidatent cette année pour une réorientation, sans assurance de succès. En laissant sur le carreau de trop nombreux et nombreuses jeunes, Parcoursup crée une file d'attente d'étudiant-e-s cherchant désespérément à accéder à la première année de leur choix, qui risque de grossir au fil des années.

L'injonction faite aux formations du supérieur de classer tou-te-s les candidat.e.s sans ex æquo confine à l'arbitraire et à l'absurde.

- Cette année encore, il y a des classes où une majorité des élèves n'ont reçu aucune réponse positive à l'ouverture de la plateforme (obtenant seulement des « en attente » ou des « non »). Rappelons qu'en 2017, avec le très décrié APB (Admission post-bac), 80 % des candidat.e.s avaient eu une réponse positive à l'ouverture des résultats ; 50 % avaient obtenu leur premier choix dès le premier jour.
- Cette année encore, les remontées semblent suggérer que les élèves des zones géographiques et des filières reléguées (notamment en lycée professionnel) sont les grand.e.s perdant.e.s d'un système discriminatoire.
- Cette année encore, la plateforme communique aux élèves, à un mois du baccalauréat, des rangs de classement sur les listes d'attente à 4

chiffres (1000e, 2000e...) qui n'ont aucun sens pédagogique, si ce n'est de briser et d'exclure les élèves les plus fragiles. Nous rappelons aux candidat.e.s que ces classements ne disent rien de leur niveau réel, qu'ils sont basés sur des critères opaques et peu maîtrisés compte tenu du nombre de dossiers que les formations du supérieur ont à traiter.

- Cette année encore, la plateforme n'est pas opérationnelle, et empêche des candidat.e.s d'accéder à leurs réponses le jour des résultats, entre 19 h et 23 h.
- Cette année encore, on observe des cas de très bons et bonnes élèves qui n'ont aucune réponse positive à l'ouverture de la plateforme : le gouvernement ne laisse même pas leur chance aux "premier-e-s de cordée" !
- Cette année encore, le gouvernement compte sur le découragement et l'abandon d'un grand nombre de candidat.e.s, avec un bouton « Je démissionne de Parcoursup » bien en vue, plutôt que d'investir massivement dans l'éducation.

SUD éducation refuse toute forme de sélection, qu'elle se fasse par Parcoursup ou par l'argent, avec l'augmentation des frais d'inscription pour les étudiant.e.s étranger-e-s extra-communautaires.

SUD éducation revendique un financement public à hauteur des besoins pour l'éducation, le recrutement de personnel titulaire et la création de places pour permettre l'accès de chaque candidat.e à la filière de son choix.

SUD éducation appelle les personnels, de la maternelle à l'université, à combattre l'école du tri social dans la rue le 18 mai, par la grève le 21 mai, et à mettre en débat la grève des examens.